



le 1er mai , mettons nos revendications au centre du Débat

1er Mai pour la paix, la solidarité internationale, le progrès social, contre la réaction et la régression sociale

La période électorale ne peut faire oublier que les aspirations des salariés n'ont jamais été aussi fortes, les organisations syndicales et de jeunesse veulent agir pour qu'elles soient prises en compte rapidement.

Dans la période, les salariés n'ont pas baissé la garde, **les conflits se sont développés** sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, contre la criminalisation de l'action syndicale. Dans le département, le personnel de santé publique et privée, le personnel de nettoyage de la cité administrative, les pompiers, les postiers, les salariés d'EDF, les cheminots, les salariés des organismes sociaux et des services publics, de la construction, du commerce, de la métallurgie et notamment ceux d'Airbus ont contribué à mettre au centre des débats les questions du

travail, de la précarité, de la protection sociale, de l'égalité femmes/hommes, des salaires, de l'industrie, des services publics.

Ces conflits sont souvent gagnants, les pompiers et les salarié-es de l'agglomération du muretain ont gagné des postes et des avancées conséquentes. Les cheminots ont obtenu la réintégration d'une salariée licenciée.

Renforcés par ces luttes et ces victoires, **les travailleurs et les travailleuses doivent porter d'une même voix des propositions alternatives économiques et sociales en adéquation avec les exigences des actifs, des étudiants, des retraités et des privés d'emplois.** Le 1er mai est un moment important pour tous et toutes. Plaçons-le cette année, sous le signe de la paix, de la solidarité entre les peuples et le refus des politiques de régression sociale. Prônons l'union des salariés et revendiquons :

Le SMIC à 1800 €

Pas de retraites inférieure au SMIC

Augmentation de 300€ par mois des pensions de retraite et des minimas sociaux

La réduction du temps de travail sur la base des 32 heures

L'abrogation de la loi travail

Une protection sociale de haut niveau

Des services publics de qualité, renforcés par l'allocation de moyens supplémentaires, pour tous les services, notamment pour la santé et l'éducation

La construction d'une véritable Europe sociale

Les actionnaires du CAC 40 ont accumulé 500 milliards € de dividendes en 10 ans. Si cet argent avait été investi dans l'industrie, la protection sociale, les services publics et l'augmentation des salaires, la pauvreté, la précarité, le chômage auraient reculé. Nos concitoyens ne renonceraient pas à se soigner et il n'existerait pas des territoires dans lesquels les services publics sont absents.

Ce sont ces inégalités et cette injustice qui entretiennent un désespoir qui renforce le vote front national. Il y a une urgence absolue à ne plus servir les responsables de la crise et à réorienter les politiques nationales pour promouvoir le progrès social.

Nous alertons le monde du travail contre ceux, à l'extrême-droite, dont le FN est l'un des porte-drapeaux, qui prônent la division des travailleurs du fait de leur origine, leur statut ou leur situation sociale. Diviser pour mieux régner, c'est un vieux dicton toujours d'actualité aux yeux de certains. C'est aussi une façon de ménager et de servir les véritables responsables de la crise qui continuent de s'enrichir de façon insolente. Alors qu'au contraire les salariés ont besoin d'être unis.

Nous ne ferons pas le choix entre le pire et le moins pire, nous exigeons le meilleur pour les salarié-e-s et les classes populaires.

ENSEMBLE DANS LA RUE LE 1er MAI
Toulouse 10h 30 Esquirol
St Gaudens 10 h place Jean Jaurès